

ECO

By Lodj

16
Mars
26

www.lodj.ma

BUSINESS

PME

TPE

STARTUP



L'OR NOIR

ET LA CROISSANCE MAROCAINE..



@lodjmaroc



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

EDITO

L'OR NOIR ET LA CROISSANCE MAROCAINE : UNE DÉPENDANCE ENCORE FRAGILE

- Noor Atlas : le nouveau pari solaire du Maroc pour l'avenir énergétique
- Le Maroc s'impose dans la révolution verte de la BERD à l'horizon 2030
- Le Maroc premier producteur africain de biens de consommation pour l'export
- Dakhla investit 17,75 MMDH pour développer l'industrie des produits de la mer
- Tourisme : le Maroc se hisse au deuxième rang africain avec 75 hôtels en construction
- Économie bleue : le Maroc rejoint le projet international GMC2
- Textile marocain : Ryad Mezzour met un pilier industriel sous tension
- Maroc minier : le Canadien Trigon Metals investit 350 000 \$ pour explorer Addana
- Dette du Trésor : cap sur 1 211 MMDH en 2026
- HCP : 36 % des chefs d'entreprise anticipent une hausse de l'activité des services
- Maroc : les PME au cœur d'un programme e-commerce de 35 millions de dollars
- Finance participative : la Mourabaha renforce son rôle dans l'accès au financement immobilier
- Poulet : hausse des tarifs malgré l'offre stable
- Commerce international : les droits de douane américains sur les pâtes italiennes drastiquement réduits
- Bourse : Maroc Telecom mise sur un rachat d'actions de 255 MDH
- Bourse de Casablanca : le MASI quasi stable

ECO
BUSINESS

By Lodi



Imprimerie Arrissala

16

MAR | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : LYCHA JAIMSSY MBELE - MAMOUNE ACHARKI

MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON

WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLACHEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

By Lodi



PLUS QU'UN MEDIA,

un nouvel état
d'esprit pour
ce mois sacré



@lodjmaroc



L'OR NOIR ET LA CROISSANCE MAROCAINE.. UNE DÉPENDANCE ENCORE FRAGILE

Le pétrole a toujours été un baromètre silencieux de l'économie mondiale. Mais ces dernières semaines, il est redevenu un révélateur brutal des fragilités économiques, y compris au Maroc. En quelques jours à peine, le marché pétrolier a offert une démonstration presque pédagogique de sa volatilité : le baril a bondi de près de 20 % en une seule journée avant de replonger rapidement, notamment après des déclarations politiques évoquant une possible fin prochaine du conflit qui alimentait les tensions. Cette oscillation spectaculaire rappelle une réalité simple : le prix de l'énergie n'est plus seulement déterminé par la logique économique classique de l'offre et de la demande. Il est devenu un produit hautement politique, extrêmement sensible aux crises, aux rumeurs diplomatiques et aux stratégies des grandes puissances.

Derrière la hausse du pétrole, l'équilibre précaire de l'économie marocaine

Pour un pays comme le Maroc, importateur net d'énergie, ces fluctuations ne sont jamais anodines. Même lorsque l'impact ne se fait pas sentir immédiatement à la pompe, la pression finit presque toujours par se transmettre à l'économie réelle. L'histoire récente l'a montré. Lorsque le pétrole s'envole durablement, les coûts de transport, de production et de distribution suivent la même trajectoire. Et, tôt ou tard, cette inflation énergétique finit par toucher le consommateur.

Pourtant, dans le débat public, les mécanismes économiques sont souvent simplifiés à l'extrême. Dès qu'une tension internationale éclate, certains acteurs du marché invoquent la hausse du pétrole pour justifier l'augmentation de prix de produits qui, en réalité, n'y sont pas encore directement liés.

On l'a vu récemment avec certaines denrées alimentaires, notamment la viande. L'argument de la guerre et du pétrole cher a circulé rapidement. Or, dans les faits, les prix locaux du carburant n'avaient

pas encore enregistré de hausse significative. Cela signifie qu'une partie de ces augmentations relève davantage de stratégies opportunistes que d'une véritable transmission économique. Ce phénomène n'est pas nouveau. Les périodes d'incertitude — qu'elles soient liées à une crise mondiale ou simplement au mois de Ramadan — créent parfois un terrain propice aux spéculations.

Il serait néanmoins excessif de comparer la situation actuelle à celle de 2022 et 2023. À l'époque, la guerre en Ukraine, la flambée des matières premières et une sécheresse sévère avaient convergé pour créer une pression économique exceptionnelle. Aujourd'hui, le contexte est différent. Les précipitations récentes et le niveau relativement satisfaisant des barrages limitent le risque d'un choc agricole majeur. Cela ne signifie pas que tout va bien, mais simplement que les facteurs de crise ne s'additionnent pas comme ils l'avaient fait auparavant.

Quand le pétrole secoue silencieusement l'économie..

L'inquiétude principale concerne plutôt les perspectives de croissance. Avant les tensions géopolitiques actuelles, les projections économiques pour le Maroc en 2026 étaient relativement optimistes.



Les analystes tablaient sur une croissance située entre 4,5 % et 4,9 %, portée par un retour progressif de l'agriculture, une activité touristique solide et des exportations industrielles en progression. Mais si le pétrole devait rester durablement au-dessus de la barre symbolique des 100 dollars le baril, ces projections pourraient être revues à la baisse. Certaines estimations évoquent déjà un scénario plus modéré autour de 3,8 % à 4,1 %. Ce ralentissement resterait gérable pour l'économie marocaine, mais il serait néanmoins ressenti dans la vie quotidienne, notamment à travers l'inflation. Si celle-ci devait atteindre un niveau compris entre 4,5 % et 5,5 %, l'impact sur le pouvoir d'achat deviendrait beaucoup plus perceptible pour les ménages.

Dans ce contexte, la stratégie énergétique du Maroc apparaît plus que jamais comme un enjeu central. Depuis plusieurs années, le Royaume tente de réduire sa dépendance aux hydrocarbures importés en développant un modèle énergétique plus diversifié. L'objectif affiché est ambitieux : atteindre, à l'horizon 2035, près de 90 % d'autonomie énergétique grâce aux énergies renouvelables, aux infrastructures de stockage stratégique et à de nouveaux projets industriels. L'émergence de grandes plateformes portuaires énergétiques, comme celle de Nador, s'inscrit dans cette logique. L'idée est simple : lorsque les prix mondiaux chutent, le pays doit pouvoir stocker l'énergie ; lorsqu'ils s'envolent, il doit disposer d'une marge de sécurité.

Mais ces transformations prennent du temps. D'ici là, le Maroc reste exposé aux tempêtes du marché pétrolier mondial. Chaque hausse du baril agit comme un rappel brutal de cette dépendance. La véritable question n'est donc pas seulement économique. Elle est stratégique. Car derrière les fluctuations du pétrole se dessine une réalité plus large : la compétition mondiale pour l'énergie redessine progressivement la carte de la croissance. Les pays capables de sécuriser leur approvisionnement énergétique renforcent leur stabilité économique. Les autres continuent de subir les secousses d'un marché devenu imprévisible.

Dans ce jeu complexe, le Maroc semble avoir choisi la voie de l'adaptation. Mais cette adaptation reste fragile. Les réformes économiques et les investissements structurels permettent d'amortir les crises, pas de les annuler. Et c'est peut-être là la véritable leçon de cette nouvelle flambée du pétrole : dans un monde de plus en plus instable, la croissance n'est jamais acquise. Elle se négocie, baril après baril, crise après crise.



Le Maroc accélère sa transition énergétique avec un nouveau jalon dans le développement du solaire. Les images diffusées sur les réseaux sociaux, relayées par plusieurs plateformes d'information, montrent l'ampleur d'un projet appelé à renforcer la place du Royaume parmi les acteurs majeurs de l'énergie renouvelable en Afrique et dans le monde.

Transition énergétique : le Maroc accélère avec 305 MW de solaire

Au cœur de cette dynamique se trouve le programme Noor Atlas, dédié au développement de centrales solaires photovoltaïques réparties sur plusieurs régions du pays. Selon les informations présentées dans les documents illustrés, l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) et l'Agence marocaine pour l'énergie durable (MASEN) ont franchi une nouvelle étape avec la signature de contrats d'achat d'électricité et le lancement des travaux liés à ce programme stratégique.

Le projet prévoit la mise en place de six centrales solaires photovoltaïques, réparties dans différentes provinces du Royaume. Les sites concernés incluent notamment Aïn Bni Mathar (province de Jerada), Boudnib (province d'Errachidia), Bouanane (province de Figuig), Enjil (province de Boulemane), Tata et Outat El Haj, formant ainsi un réseau de production solaire réparti sur plusieurs zones géographiques.

L'ensemble de ces installations devrait atteindre une capacité installée totale d'environ 305 mégawatts,

NOOR ATLAS : LE NOUVEAU PARI SOLAIRE DU MAROC POUR L'AVENIR ÉNERGÉTIQUE

une contribution significative pour renforcer l'approvisionnement du réseau électrique national en énergie propre. Les centrales seront exploitées et maintenues par MASEN selon le modèle EPC (Engineering, Procurement and Construction), largement utilisé dans les grands projets d'infrastructures énergétiques.

Au-delà de la dimension technique, ce programme s'inscrit dans une stratégie plus large. Le Maroc s'est fixé depuis plusieurs années un objectif ambitieux : porter la part des énergies renouvelables à plus de 50 % de la capacité électrique installée à l'horizon 2030. Dans ce cadre, les projets solaires constituent un pilier essentiel, aux côtés de l'éolien et de l'hydroélectricité.

Le financement du programme Noor Atlas repose sur un montage international combinant des prêts concessionnels du groupe de la Banque allemande de développement (KfW) et du Banque européenne d'investissement (BEI), ainsi qu'un financement commercial mobilisé auprès d'institutions financières africaines. Cette architecture financière illustre la capacité du Maroc à attirer des investissements internationaux pour soutenir ses projets d'infrastructures énergétiques.

Le programme Noor Atlas déploie six nouvelles centrales solaires

Sur le plan économique, l'impact attendu dépasse largement la seule production d'électricité. Les autorités espèrent que la réalisation des centrales contribuera à renforcer le tissu industriel local, favoriser le transfert de compétences technologiques et générer des opportunités d'emploi dans les régions concernées.



Les images aériennes des installations solaires diffusées en ligne témoignent d'ailleurs de la transformation progressive de vastes zones désertiques en plateformes énergétiques modernes. Ces champs photovoltaïques, implantés dans des territoires bénéficiant d'un ensoleillement exceptionnel, incarnent une nouvelle géographie énergétique pour le pays.

Mais l'enjeu dépasse la production d'électricité. Dans un contexte mondial marqué par la volatilité des marchés énergétiques et la pression croissante liée aux changements climatiques, l'investissement dans les énergies renouvelables est devenu un levier stratégique de souveraineté.

Pour le Maroc, la transition énergétique répond à plusieurs impératifs : réduire la dépendance aux importations d'énergies fossiles, améliorer la sécurité énergétique et limiter les émissions de gaz à effet de serre. Les projets solaires comme Noor Atlas contribuent ainsi à consolider une politique énergétique qui se veut à la fois durable et compétitive.

À terme, ces infrastructures devraient également améliorer la qualité du service électrique dans certaines régions et accompagner la croissance économique locale.



Elles participent enfin à la positionnement du Maroc comme hub régional de l'énergie verte, capable de développer et d'exporter son expertise dans le domaine des renouvelables.

Dans un monde où la transition énergétique devient un enjeu stratégique majeur, chaque nouveau projet solaire constitue une étape supplémentaire dans la transformation du paysage énergétique marocain.

LE MAROC S'IMPOSE DANS LA RÉVOLUTION VERTE DE LA BERD À L'HORIZON 2030

Avec l'adoption de sa nouvelle Stratégie de transition vers une économie verte 2026-2030, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ambitionne de mobiliser au moins 150 milliards d'euros pour accélérer les investissements climatiques dans ses pays partenaires – parmi lesquels le Maroc se distingue comme acteur stratégique et engagé, prêt à transformer les défis écologiques en moteurs de croissance durable.

Le Maroc est souvent cité dans les cercles économiques comme un pays pionnier des politiques vertes en Afrique du Nord. Cette fois encore, la nouvelle stratégie GET 2026-2030 votée par la BERD met le Royaume en position de partenaire privilégié dans la transition climatique, grâce à ses engagements politiques forts et à la maturité de ses marchés financiers verts.

L'objectif affiché de la BERD est ambitieux : atteindre un seuil minimal de 150 milliards d'euros de financements verts cumulés d'ici à 2030, chiffre qui inclut à la fois les fonds propres de la banque et les capitaux privés qu'elle entend mobiliser. Pour mesurer l'ampleur du cap fixé, il faut savoir que ce montant représente une hausse d'environ un tiers par rapport à la période précédente (2021-2025), ce qui montre l'accélération des ambitions climatiques dans les pays où opère l'institution.

Ce plan vert ne se limite pas à une question de mots ou de rhétorique: il s'inscrit dans une logique systémique qui touche six grands systèmes économiques : énergie, industrie, agroalimentaire, transport, urbain et finance. Pour chacun, la BERD a posé des objectifs quantitatifs et stratégiques par exemple tripler la capacité énergétique renouvelable qu'elle finance par rapport à la période 2010-2022 ou encore accroître d'au moins 50% le nombre de projets intégrant une composante de résilience climatique.

À l'intérieur de cette vision, le Maroc n'est pas un simple bénéficiaire. Dans plusieurs passages du document, il est cité comme un pays à fortes perspectives climatiques et financières. Le Royaume a soumis sa Contribution déterminée au niveau national (NDC),

ainsi que ses stratégies à long terme et de planification climatique aux Nations unies, témoignant d'une feuille de route cohérente autour de la neutralité carbone, l'hydrogène vert, l'économie circulaire et la digitalisation.

Sur le volet des marchés financiers, Rabat est explicitement reconnu pour son potentiel à émettre des instruments verts tels que des obligations vertes, sociales et de durabilité (GSSS). Ce type de titres, déjà émis sur les marchés locaux, contribue à structurer un écosystème financier durable, capable d'attirer des capitaux internationaux tout en soutenant des projets locaux.

Concrètement, cette dynamique se traduit déjà par des financements ciblés, comme les lignes de crédit vertes accordées aux grandes banques marocaines pour soutenir les petites et moyennes entreprises dans leurs investissements verts ou encore des prêts importants pour des projets d'irrigation durable et de conservation d'eau dans des régions sensibles. Ces initiatives illustrent une réalité plus large : la transition écologique peut rimer avec développement humain et inclusion économique, une leçon que le Maroc s'emploie à mettre en pratique.

Toutefois, le Royaume n'est pas exempté de défis.



Le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'Union européenne, qui vise à taxer les importations à forte intensité carbone, pourrait peser sur les exportations industrielles marocaines. Plutôt que de voir cette contrainte comme un handicap, plusieurs analystes y voient une incitation pour moderniser et décarboner les secteurs manufacturiers et exportateurs, ce qui pourrait renforcer leur compétitivité sur les marchés européens.

En parallèle, le Maroc poursuit sa propre transformation énergétique. Selon les données récentes, les énergies renouvelables représentent près de 46 % de la capacité électrique nationale, avec un objectif d'au moins 52 % d'ici 2030, portée par des projets solaires, éoliens et d'hydrogène vert déjà en cours.

Plus qu'un simple partenaire, le Maroc s'érige aujourd'hui en pilier régional de la révolution verte portée par la BERD. Une transformation qui ne se limite pas à des engagements sur papier, mais s'enracine dans des actions concrètes et des visions politiques ambitieuses — une réponse forte aux défis climatiques et une opportunité de croissance inclusive et durable pour les prochaines années.



LE MAROC, PREMIER PRODUCTEUR AFRICAIN DE BIENS DE CONSOMMATION POUR L'EXPORT

Un nouveau classement économique publié cette semaine consacre le Maroc comme le premier pays d'Afrique dans la production et l'exportation de biens de consommation, validant ainsi la stratégie de diversification industrielle menée par le Royaume depuis une décennie.

L'automobile et le textile tirent la croissance

L'économie marocaine franchit un palier historique en s'adjugeant la première place continentale des exportateurs de biens de consommation manufacturés. Cette performance remarquable, mise en lumière par les récentes statistiques du commerce international, témoigne de la profonde mutation du tissu productif national. Fini le temps où les exportations marocaines reposaient quasi exclusivement sur les matières premières agricoles ou les phosphates bruts. Aujourd'hui, les usines du Royaume tournent à plein régime pour fournir les marchés européens, africains et américains en produits finis à haute valeur ajoutée, illustrant la réussite éclatante du label "Made in Morocco".

Le succès de cette dynamique repose sur des secteurs moteurs qui ont su gagner en compétitivité à l'échelle mondiale. L'industrie automobile, véritable fleuron de cette nouvelle économie, expédie chaque année des centaines de milliers de véhicules particuliers depuis les plateformes de Tanger et Kénitra. Le secteur du textile et de l'habillement, qui a su se réinventer en misant sur la "fast fashion" et la réactivité, maintient des volumes d'exportation impressionnants. S'y ajoutent l'agroalimentaire transformé, l'électronique grand public et l'aéronautique, qui densifient le panier des exportations nationales. Cette diversification protège l'économie des chocs sectoriels et garantit des rentrées de devises plus stables.

Cette montée en puissance industrielle s'appuie également sur un environnement d'investissement devenu plus attractif au fil des dernières années. Les zones industrielles modernes, les plateformes logistiques intégrées et les infrastructures portuaires de premier plan ont permis d'améliorer considérablement la compétitivité du pays. Les investissements étrangers continuent d'affluer, attirés par la stabilité macroéconomique du Royaume, sa proximité stratégique avec l'Europe et un réseau d'accords de libre-échange particulièrement dense. Dans ce contexte,

les entreprises marocaines gagnent progressivement en savoir-faire technologique et en capacité d'innovation, consolidant ainsi leur position dans les chaînes de valeur mondiales.

Parallèlement, cette dynamique exportatrice commence à produire des effets tangibles sur l'économie nationale. La création d'emplois industriels, la montée en compétence de la main-d'œuvre et l'émergence d'un tissu de sous-traitants locaux contribuent à renforcer l'ancrage industriel du pays. À moyen terme, l'enjeu sera toutefois de poursuivre cette montée en gamme en misant davantage sur la recherche, la digitalisation et la transition verte. Car si le Maroc a réussi à s'imposer comme une plateforme manufacturière incontournable en Afrique, le défi des prochaines années consistera à transformer cette performance en croissance durable et inclusive.

Cette position de leader africain est le fruit d'une politique volontariste d'aménagement du territoire et d'attractivité des investissements étrangers. La création de zones franches industrielles, le développement d'infrastructures logistiques de classe mondiale comme le port Tanger Med, et la formation d'une main-d'œuvre qualifiée ont créé un écosystème hautement productif. Pour maintenir ce cap, les industriels marocains doivent désormais relever le défi de la décarbonation de leur production, une condition sine qua non pour conserver leurs parts de marché face aux nouvelles exigences environnementales des pays importateurs.



رمضان كريم
By Lodi

LÂCHEZ
la télécommande,

connectez-vous au réel

LA VRAIE RÉVOLUTION EST SUR VOTRE ÉCRAN

@lodjmaroc



DAKHLA INVESTIT 17,75 MMDH POUR DÉVELOPPER L'INDUSTRIE DES PRODUITS DE LA MER

Au sud du Royaume, la région de Dakhla-Oued Eddahab accélère sa transformation économique. Dans le cadre du nouveau modèle de développement des provinces du Sud, plusieurs projets structurants sont lancés pour valoriser les ressources maritimes, renforcer l'aquaculture et moderniser la logistique régionale. Au total, 17,75 milliards de dirhams d'investissements sont mobilisés pour faire évoluer la filière halieutique vers une véritable industrie de transformation et de création de valeur.

Le vent de l'Atlantique souffle fort sur Dakhla. Mais ce n'est pas seulement celui des alizés. Depuis quelques années, un autre mouvement traverse la région : celui d'une transformation économique progressive, portée par l'ambition de mieux valoriser les ressources de la mer.

La région de Dakhla-Oued Eddahab, située au cœur des provinces du Sud, possède l'une des façades maritimes les plus riches du Maroc. Les eaux atlantiques qui bordent ce territoire constituent un réservoir halieutique majeur pour le pays. Sardines, maquereaux et autres poissons pélagiques y abondent depuis longtemps. Pourtant, durant des décennies, une grande partie de cette richesse quittait la région sous forme brute ou simplement congelée.

Aujourd'hui, l'objectif est clair : passer d'une économie d'extraction à une économie de transformation.

Dans le cadre du nouveau modèle de développement des provinces du Sud, plusieurs projets structurants ont été lancés afin de développer l'industrie des produits de la mer et renforcer la chaîne de valeur locale. L'ensemble de ces initiatives représente un investissement global estimé à 17,75 milliards de dirhams, destiné à soutenir la modernisation du secteur et à stimuler l'économie régionale.

Parmi les projets phares figure un programme de valorisation des produits de la pêche maritime, mobilisant environ 1,2 milliard de dirhams. Ce dispositif vise notamment les poissons pélagiques, ressource abondante dans les eaux de la région. L'ambition est de favoriser la transformation industrielle sur place, avec la production de conserves, de farine et d'huile de poisson, plutôt que de limiter l'activité à la simple congélation.

Le programme prévoit également la mise en place d'un pôle de compétitivité dédié aux produits de la mer, destiné à structurer davantage la filière et à encourager l'innovation industrielle dans ce secteur stratégique.

Autre levier majeur : le développement de l'aquaculture, dont les projets mobilisent des investissements pouvant atteindre 2,8 milliards de dirhams. Cette activité, encore en croissance au Maroc, représente un potentiel important pour diversifier la production halieutique et répondre à la demande internationale croissante en produits marins.

Sur le terrain, les premières infrastructures commencent déjà à prendre forme. Six unités industrielles ont été implantées dans la zone industrielle de Dakhla. Elles jouent un rôle déterminant dans l'amélioration de la qualité des produits de la mer et dans leur transformation industrielle.

Pour Bouchaib Qiri, directeur régional de l'Industrie et du Commerce à Dakhla, cette évolution marque un tournant pour la région.

« Dakhla accueille désormais des unités industrielles dont l'activité ne se limite plus à la congélation et à l'exportation du poisson. Nous sommes passés à une phase de valorisation, notamment avec la production de conserves de poisson, mais aussi de farine et d'huile de poisson », explique-t-il.

Au-delà de la transformation industrielle, les autorités misent également sur le renforcement des infrastructures logistiques pour accompagner cette dynamique.

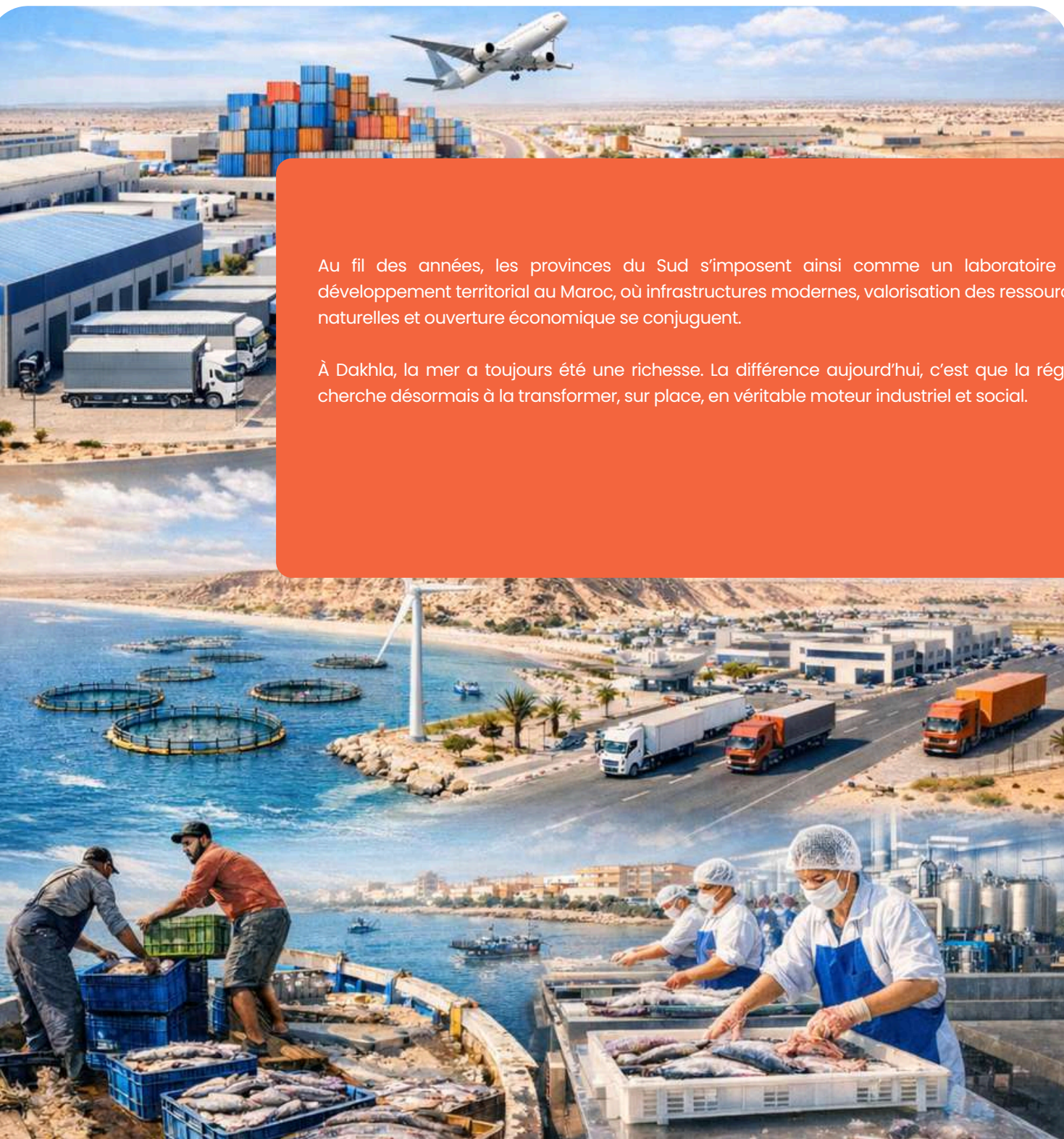


Dans cette perspective, deux centres de distribution et de commerce ont été réalisés à Bir Gandouz et Guerguerat. Chacun s'étend sur une superficie de 30 hectares et répond à des standards modernes. L'investissement global pour ces infrastructures atteint 160 millions de dirhams.

Selon Bouchaib Qiri, ces plateformes logistiques sont conçues pour soutenir les activités commerciales et faciliter les échanges.

« Ces projets visent à soutenir le commerce, la distribution et la logistique dans la région. Il s'agit de zones dédiées au stockage, au commerce et à la logistique, réalisées dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et le Conseil de la région Dakhla-Oued Eddahab », précise-t-il.

Les retombées économiques attendues sont importantes. Les nouvelles unités industrielles devraient générer des milliers d'emplois directs et indirects, renforçant progressivement le tissu économique local et offrant de nouvelles perspectives aux populations de la région.



Au fil des années, les provinces du Sud s'imposent ainsi comme un laboratoire du développement territorial au Maroc, où infrastructures modernes, valorisation des ressources naturelles et ouverture économique se conjuguent.

À Dakhla, la mer a toujours été une richesse. La différence aujourd'hui, c'est que la région cherche désormais à la transformer, sur place, en véritable moteur industriel et social.

TOURISME : LE MAROC SE HISSE AU DEUXIÈME RANG AFRICAIN AVEC 75 HÔTELS EN CONSTRUCTION

Le développement du secteur touristique marocain se confirme à travers une dynamique d'investissement soutenue dans l'hôtellerie.

Selon les dernières données sectorielles, le Royaume se classe désormais au deuxième rang en Afrique en termes de projets hôteliers en cours de développement, juste derrière l'Égypte.

Au total, 75 hôtels et resorts sont actuellement en construction ou en phase avancée de réalisation au Maroc, représentant plus de 10 600 chambres. Cette progression témoigne de l'attractivité croissante du pays auprès des grandes chaînes internationales et des investisseurs du secteur touristique.

À l'échelle du continent africain, le pipeline hôtelier atteint un niveau record avec plus de 675 établissements en développement totalisant près de 124 000 chambres.

Cette croissance reflète l'essor du tourisme international en Afrique, considéré comme l'un des marchés les plus dynamiques au monde. Dans ce contexte, le Maroc se positionne comme un acteur clé de cette expansion.

La taille moyenne des projets hôteliers y atteint environ 141 chambres par établissement, illustrant une stratégie orientée vers des infrastructures de capacité intermédiaire, capables de répondre à une demande touristique diversifiée.

Le niveau d'avancement des chantiers constitue également un indicateur positif pour le marché national.

Plus de 64 % des chambres recensées dans le pipeline sont déjà en phase de construction, un taux relativement élevé comparé à d'autres destinations africaines.

Cette progression concrète témoigne de la capacité du pays à transformer les projets annoncés en réalisations effectives.

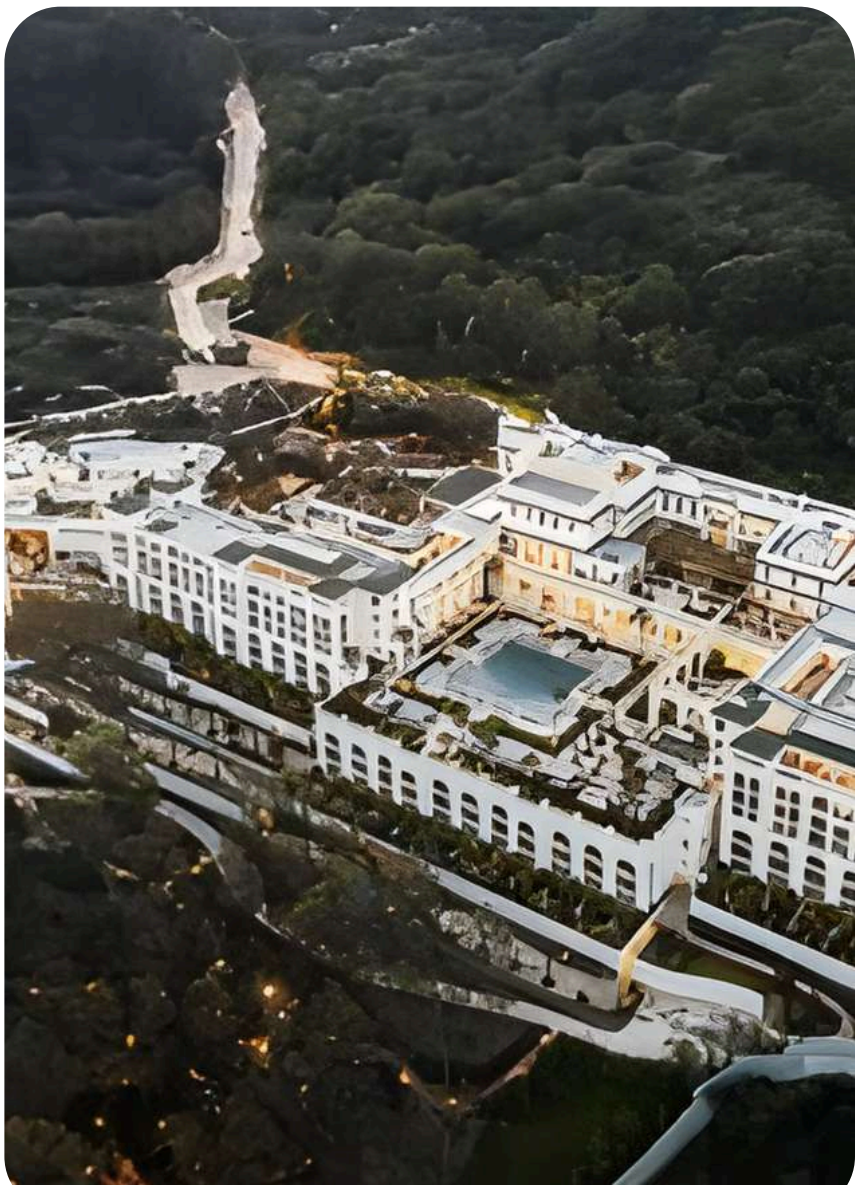
Au-delà des chiffres, cette dynamique s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer la compétitivité touristique du Maroc sur la scène internationale.

Les investissements dans l'hôtellerie accompagnent le développement d'infrastructures de transport, d'événements internationaux et de nouvelles offres touristiques, contribuant à diversifier les destinations et les expériences proposées aux visiteurs.

L'Afrique du Nord apparaît d'ailleurs comme un pôle majeur de développement hôtelier sur le continent, l'Égypte et le Maroc concentrant à eux seuls une part significative des projets en cours.

Ensemble, ces deux pays représentent plus de 45 % des chambres en développement, confirmant leur rôle central dans l'expansion de l'offre touristique africaine.

Dans les années à venir, la concrétisation de ces projets pourrait renforcer la capacité d'accueil du Maroc et soutenir la croissance du secteur touristique, considéré comme un pilier essentiel de l'économie nationale.



ÉCONOMIE BLEUE : LE MAROC REJOINT LE PROJET INTERNATIONAL GMC2

Le Maroc renforce son engagement en faveur de la pêche durable et de l'économie bleue. À Rabat, les autorités marocaines et le Programme des Nations Unies pour le développement ont officialisé le lancement du projet international Global Marine Commodities 2 (GMC2), une initiative visant à améliorer la gestion des ressources halieutiques et à promouvoir des chaînes de valeur responsables dans le secteur de la pêche maritime.

Une nouvelle étape dans la stratégie maritime du Maroc

Le Royaume poursuit sa stratégie de gestion durable des ressources marines. Mardi à Rabat, Zakia Driouich, secrétaire d'État chargée de la pêche maritime, et Ilaria Carnevali, représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Maroc, ont signé les documents officialisant la participation du Maroc au projet Global Marine Commodities 2 (GMC2).

Ce programme international vise à intégrer les chaînes de valeur de la pêche maritime durable dans le développement de l'économie bleue, en particulier dans les grands écosystèmes marins du courant des Canaries et de la côte pacifique d'Amérique centrale.

Au-delà d'un simple projet technique, l'initiative s'inscrit dans une vision plus large : concilier préservation des écosystèmes marins, développement économique et amélioration des conditions de vie des communautés de pêche.

Un projet international pour renforcer la pêche durable

Le programme GMC2 s'inscrit dans une coopération internationale impliquant six pays : le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal, l'Équateur, le Guatemala et le Panama.

Financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et mis en œuvre par le PNUD, le projet bénéficie également de l'expertise technique de Sustainable Fisheries Partnership (SFP), une organisation spécialisée dans la promotion de pratiques de pêche durable et la transformation des chaînes d'approvisionnement des produits de la mer.

Au Maroc, les actions du projet porteront principalement sur les pêcheries de petits pélagiques, notamment la sardine et l'anchois, qui constituent une composante essentielle de l'économie halieutique nationale.

Selon Ilaria Carnevali, l'initiative met particulièrement l'accent sur la préservation de ces ressources, qui représentent un pilier important pour l'économie, la sécurité alimentaire et les exportations du Royaume. Le projet prévoit également le renforcement des capacités nationales afin d'assurer une exploitation durable et continue de ces ressources.

Gouvernance des ressources et développement de l'économie bleue

Le programme GMC2 s'étendra sur une durée de cinq ans. Durant cette période, plusieurs axes d'action sont prévus : améliorer la gouvernance des pêcheries, renforcer la transparence des données scientifiques sur l'état des stocks et soutenir la coopération régionale pour la gestion des ressources halieutiques partagées.

Dans la zone du courant des Canaries, l'un des écosystèmes marins les plus productifs au monde, le projet vise notamment à renforcer les efforts communs entre les pays concernés afin de préserver ces ressources stratégiques.

L'initiative mobilisera également les acteurs de toute la chaîne de valeur opérateurs économiques, transformateurs et acheteurs pour encourager la demande de produits de la mer issus de pêcheries responsables.

À travers ce partenariat international, le Maroc confirme sa volonté de faire de l'économie bleue un levier de développement durable, conciliant croissance économique, protection de l'environnement marin et amélioration des conditions de vie des communautés côtières.



TEXTILE MAROCAIN : RYAD MEZZOUR MET UN PILIER INDUSTRIEL SOUS TENSION

Les récents propos de Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce, lors d'une rencontre à Rabat ont déclenché une onde de choc dans le monde économique marocain. En affirmant que l'industrie textile n'était plus au centre du débat industriel national, il a suscité une levée de boucliers de la part des professionnels du secteur un pilier historique de l'économie du Royaume, tant sur le plan social qu'économique.

Dans un communiqué net, l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH) a dénoncé ce qu'elle qualifie d'« en décalage avec la réalité ». Pour l'organisation, le textile ne saurait être relégué au second plan alors qu'il constitue, chiffres à l'appui, l'un des moteurs industriels du pays.

Aujourd'hui, le textile marocain emploie environ 190 000 personnes, dispersées dans plus de 1600 entreprises à travers le pays un employeur industriel majeur focalisé notamment dans les régions de Casablanca-Settat, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et Fès-Meknès. Le secteur pèse également près de 32 milliards de dirhams d'exportations, principalement vers l'Union européenne, qui représente autour de 65 % des débouchés à l'export.

L'AMITH rétorque que ces chiffres loin d'être anecdotiques montrent combien l'industrie textile reste intégrée dans les chaînes de valeur mondiales et combien elle contribue à la présence industrielle du Maroc sur la scène internationale. «On ne peut pas affirmer qu'un secteur qui fait vivre des dizaines de milliers de familles n'existe plus dans le débat industriel», martèlent les professionnels.

Le débat s'ouvre aussi sur la compétitivité du secteur face à une concurrence mondiale intense. Le Maroc se retrouve confronté à des plateformes industrielles agressives comme le Bangladesh, le Vietnam ou l'Égypte, qui disposent souvent de coûts énergétiques plus faibles et de politiques industrielles très offensives. Pour les industriels, cela souligne l'urgence d'un débat large et constructif autour des facteurs structurants énergie, logistique, cadre réglementaire indispensables à la consolidation de la compétitivité.

Plus qu'une simple réaction à une phrase ministérielle, la réponse de l'AMITH reflète une inquiétude plus profonde :

celle de voir un secteur stratégique marginalisé au moment même où le Maroc cherche à poursuivre son industrialisation dans un contexte économique exigeant et concurrentiel.

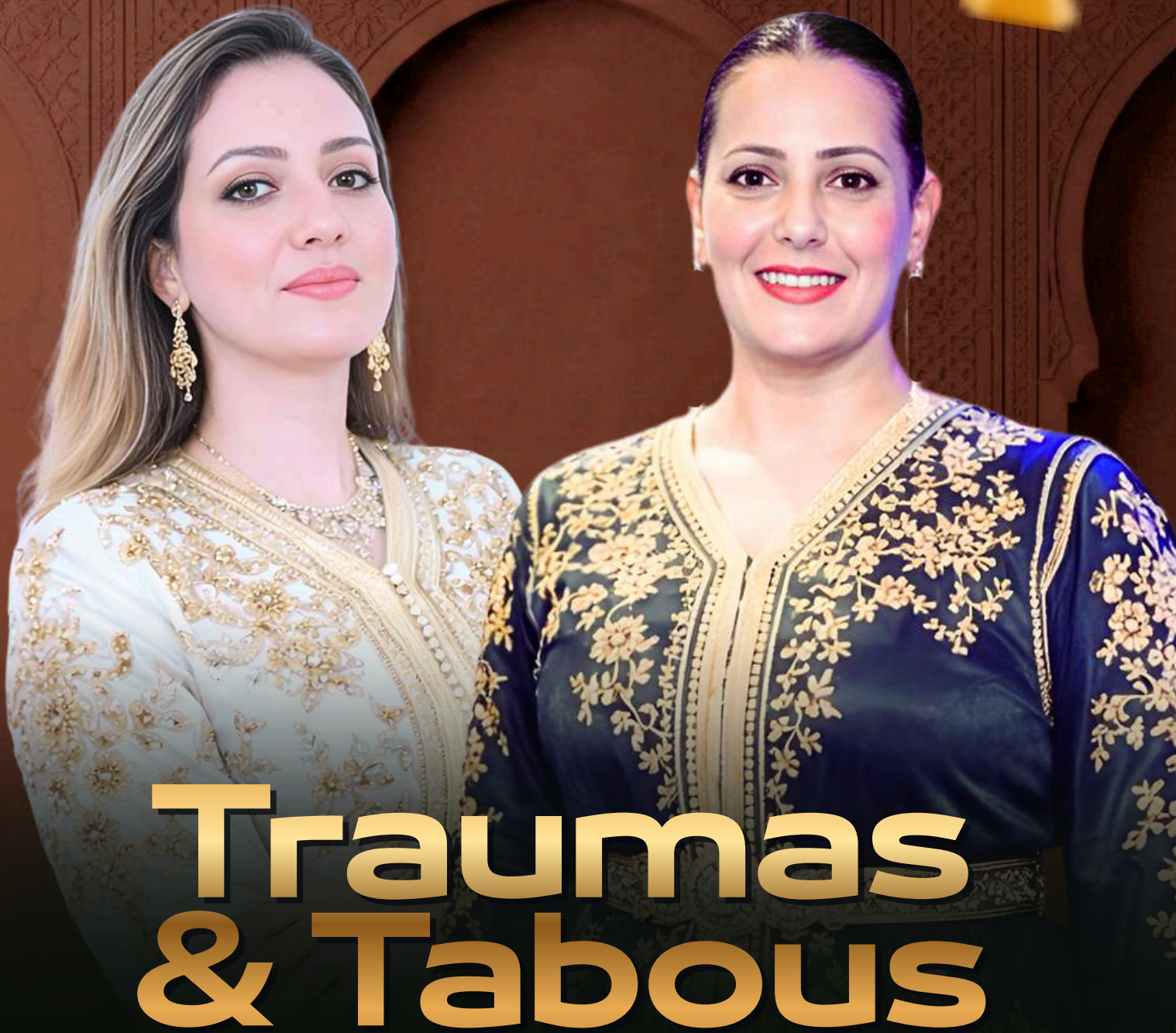
Le secteur textile, rappelle-t-on, ne se résume pas à une statistique ponctuelle : il incarne un pôle d'emploi significatif, fortement féminin, et sert de point d'entrée à l'activité industrielle pour de nombreux jeunes Marocains.

À l'heure où l'économie marocaine cherche des relais de croissance durables face à un chômage national défiant toujours les attentes, ignorer la contribution d'un secteur aussi dense et porteur que le textile reviendrait à fragiliser la cohésion sociale et industrielle du Maroc.

Dans cette perspective, plusieurs professionnels du secteur plaident pour une approche plus équilibrée des politiques industrielles. Ils estiment que le textile pourrait jouer un rôle encore plus structurant dans la stratégie d'industrialisation nationale, notamment grâce à son potentiel d'intégration locale, d'exportation rapide et de création d'emplois. À condition, toutefois, de renforcer l'investissement dans la modernisation des unités de production, la formation des compétences et l'innovation, afin de consolider la compétitivité du secteur face à la concurrence internationale.



رمضان كريم
By Lody



Traumas & Tabous

Parler vrai pour guérir mieux.

Ici, on ouvre les dossiers que les autres ferment

@lodjmaroc



MAROC MINIER : LE CANADIEN TRIGON METALS INVESTIT 350 000 \$ POUR EXPLORER ADDANA

Avec un investissement initial de 350.000 dollars canadiens, Trigon Metals lance la première phase d'exploration sur Addana, soulignant l'attractivité croissante du Maroc pour les investisseurs internationaux dans le secteur minier.

La société canadienne Trigon Metals Inc. a officiellement débloqué 350.000 dollars pour lancer son programme d'exploration sur le projet Addana, situé dans la province de Tata, au sud du Maroc. Douze forages sont prévus, totalisant 2100 mètres, afin d'évaluer le potentiel géologique de la zone. Ce financement marque le premier engagement concret pour ce site où des indices historiques avaient déjà révélé des concentrations intéressantes de diamants, argent, cuivre et zinc.

Le choix de Trigon Metals illustre la confiance des investisseurs étrangers dans le cadre réglementaire marocain, reconnu pour sa prévisibilité et sa stabilité politique. Le projet Addana n'est pas seulement un terrain d'exploration : il bénéficie d'infrastructures locales et de la mise en place d'un «core shack» pour analyser les carottes de forage, mêlant expertise locale et internationale. Cette approche concrétise le potentiel du Maroc en tant que destination stratégique pour l'investissement minier en Afrique.

Au-delà du projet Addana, le Maroc présente un sous-sol riche et diversifié : argent, cuivre, cobalt, zinc, plomb, manganèse... Historiquement dominé par les phosphates, le pays voit aujourd'hui croître l'intérêt pour ses autres métaux, en particulier dans le contexte de la transition énergétique et des besoins croissants en métaux stratégiques.

Selon le rapport 2025 du Fraser Institute, le Royaume se positionne au 15e rang mondial pour l'attractivité minière, progressant grâce à la clarté du cadre réglementaire et la qualité des infrastructures. Les investisseurs saluent également la stabilité politique et la sécurité juridique, éléments essentiels dans un secteur souvent marqué par l'incertitude.

Pour le Maroc, attirer des capitaux comme ceux de Trigon Metals n'est pas seulement une question de chiffres : chaque investissement contribue à la création d'emplois, au renforcement des exportations et à la structuration d'un écosystème industriel durable. Le pari géologique d'aujourd'hui pourrait ainsi se transformer en moteur économique pour demain.

Investir dans le sous-sol marocain, c'est soutenir la croissance et consolider la position stratégique du Royaume sur la carte minière mondiale.

Dans cette dynamique, les autorités marocaines poursuivent la modernisation du secteur afin de mieux valoriser les ressources naturelles. L'objectif est désormais d'aller au-delà de l'extraction pour encourager la transformation locale des minerais et structurer une véritable chaîne de valeur industrielle. Dans un contexte mondial marqué par la transition énergétique et la forte demande en métaux stratégiques, le Maroc pourrait ainsi renforcer sa place sur la carte minière internationale. Un positionnement qui pourrait attirer davantage d'investisseurs et soutenir la diversification de l'économie nationale. Enfin, cette dynamique pourrait également favoriser l'émergence de nouveaux pôles industriels dans plusieurs régions du Royaume.



DETTE DU TRÉSOR : CAP SUR 1 211 MMDH EN 2026

La trajectoire de la dette publique marocaine continue d'évoluer sous surveillance. Selon les dernières analyses d'Attijari Global Research, la dette du Trésor devrait atteindre 1.211 milliards de dirhams à l'horizon 2026. Une progression mesurée qui s'inscrit dans l'équilibre délicat entre financement des politiques publiques et maîtrise des finances de l'État.

Les finances publiques marocaines poursuivent leur trajectoire sous le regard attentif des analystes. Dans son rapport « Budget Focus – Janvier 2026 », Attijari Global Research (AGR) anticipe une hausse modérée de la dette du Trésor, qui devrait atteindre 1.211 milliards de dirhams (MMDH) à fin 2026, contre 1.156 MMDH en 2025.

L'augmentation reste contenue mais significative. Elle reflète les besoins de financement de l'État dans un contexte marqué par la poursuite des grands programmes économiques, sociaux et d'infrastructures engagés par le Royaume.

Dans le détail, la dette intérieure continuerait de représenter la principale source de financement du Trésor. Elle devrait s'établir à 887 MMDH en 2026, soit une progression de 4,5 % par rapport à son niveau attendu à la fin de l'année 2025.

Ce choix de privilégier le marché domestique n'est pas anodin. Il permet au Maroc de limiter sa dépendance aux marchés internationaux tout en mobilisant l'épargne nationale. Une stratégie qui, selon plusieurs analystes financiers à Casablanca, contribue à renforcer la résilience des finances publiques face aux turbulences économiques mondiales.

De son côté, la dette extérieure connaîtrait une progression légèrement plus rapide. Elle passerait de 307 MMDH en 2025 à 324 MMDH en 2026, soit une hausse de 5,7 %. Cette évolution reste toutefois maîtrisée et s'inscrit dans une structure d'endettement relativement équilibrée.

Les données disponibles pour le début de l'année confirment cette tendance. À fin janvier 2026, la dette globale du Trésor aurait atteint 1.171 MMDH, selon AGR. La composante intérieure représenterait 863 MMDH, tandis que la dette extérieure se situerait autour de 308 MMDH.

Un indicateur particulièrement scruté par les investisseurs concerne la part de la dette extérieure dans l'endettement total. Sur ce point, les projections restent rassurantes. Le poids de la dette extérieure devrait se situer à 26 % de la dette globale à fin janvier 2026, avant de remonter légèrement à 27 % à la fin de l'année.

Ce niveau demeure dans la fourchette de référence retenue par AGR, comprise entre 25 % et 30 %, considérée comme un seuil prudent pour un pays émergent. En restant dans cet intervalle, le Maroc limite son exposition aux fluctuations des marchés internationaux et aux variations de change.

Au-delà du volume global de la dette, le ratio d'endettement rapporté au produit intérieur brut (PIB) constitue un autre baromètre clé. Sur ce terrain, les projections associées à la Loi de Finances 2026 indiquent que le Trésor devrait maintenir ce ratio autour de 65,5 % du PIB en 2026.

À titre de repère, ce ratio s'établissait déjà à 63,4 % à fin janvier 2026, selon les estimations du rapport. Un niveau qui reste relativement stable au regard des standards observés dans plusieurs économies comparables.



Dans les milieux financiers, cette trajectoire est souvent analysée avec une certaine nuance. L'endettement public n'est pas perçu uniquement comme une contrainte budgétaire. Il représente aussi un levier pour financer les investissements structurants et soutenir la dynamique économique.

La question centrale demeure donc celle de l'équilibre. Comment continuer à financer les priorités nationales infrastructures, programmes sociaux, transition économique tout en maintenant une dette soutenable sur le long terme ?

Pour l'instant, les projections suggèrent une trajectoire relativement maîtrisée. Mais, comme le rappellent régulièrement les économistes, la soutenabilité de la dette dépendra avant tout de la capacité de l'économie marocaine à maintenir une croissance solide et durable dans les années à venir.

Entre prudence budgétaire et impératifs de développement, le Maroc poursuit ainsi une ligne d'équilibre. La dette du Trésor progresse, certes, mais dans des proportions que les analystes jugent encore maîtrisables. L'enjeu, désormais, sera de transformer cet endettement en véritable levier de croissance et d'opportunités pour l'économie nationale.



رمضان كريم
By Lody



Paranormal

L'invisible : "Il y a ce que vous voyez...
et ce qui vous regarde depuis l'ombre."

@lodymaroc



HCP : 36 % DES CHEFS D'ENTREPRISE ANTICIPENT UNE HAUSSE DE L'ACTIVITÉ DES SERVICES

Le début de l'année 2026 s'annonce contrasté pour les services marchands non financiers au Maroc. Selon la dernière enquête de conjoncture publiée par le Haut-Commissariat au Plan, plus d'un tiers des chefs d'entreprise anticipent une progression de l'activité au premier trimestre. Mais derrière cet optimisme prudent se cache une réalité plus nuancée, où certains secteurs tirent la croissance tandis que d'autres continuent de ralentir.

Les chefs d'entreprise marocains avancent avec prudence. Dans sa dernière enquête trimestrielle, le Haut-Commissariat au Plan indique que 36% des dirigeants du secteur des services marchands non financiers prévoient une hausse de l'activité au premier trimestre 2026, tandis que 14% anticipent une baisse. Le reste table sur une évolution relativement stable de l'activité. Ces résultats proviennent des enquêtes de conjoncture menées auprès des entreprises pour analyser l'évolution récente et les perspectives du secteur.

Dans le détail, plusieurs branches devraient jouer un rôle moteur. Les anticipations positives concernent notamment les transports terrestres et le transport par conduites, ainsi que l'entreposage et les services auxiliaires des transports. Ces segments profitent depuis plusieurs années de la montée en puissance de la logistique et du commerce au Maroc, dans un contexte marqué par l'extension des plateformes logistiques et le développement des infrastructures de transport.

À l'inverse, certaines activités pourraient connaître un ralentissement. Les chefs d'entreprise évoquent notamment les transports par eau, les activités de location et location-bail ainsi que les activités immobilières comme des branches où l'activité devrait reculer au cours du trimestre.

Du côté de la demande, la tendance reste globalement stable. 63% des dirigeants interrogés anticipent une demande inchangée, alors que 28% s'attendent à une augmentation. Cette prudence reflète un environnement économique encore incertain,

dans lequel les entreprises semblent privilégier l'attentisme plutôt que des paris trop risqués.

Même logique pour l'emploi. Selon l'enquête, 61% des chefs d'entreprise prévoient une stabilité des effectifs, tandis que 22% envisagent une augmentation. Le marché du travail dans ce secteur, qui représente une part importante de l'économie des services, devrait donc évoluer progressivement sans véritable accélération des recrutements.

Pour comprendre ces prévisions, il faut aussi regarder la situation récente. Au quatrième trimestre 2025, l'activité du secteur aurait reculé selon 49% des chefs d'entreprise, alors que 34% déclarent une hausse, d'après les données du HCP. Cette évolution s'explique notamment par la baisse observée dans les télécommunications, le transport aérien et les activités de location et location-bail.

Dans le même temps, d'autres segments ont mieux résisté. Les activités d'hébergement et restauration, de transport terrestre et d'entreposage ont enregistré une progression, contribuant à limiter l'ampleur du recul global de l'activité.

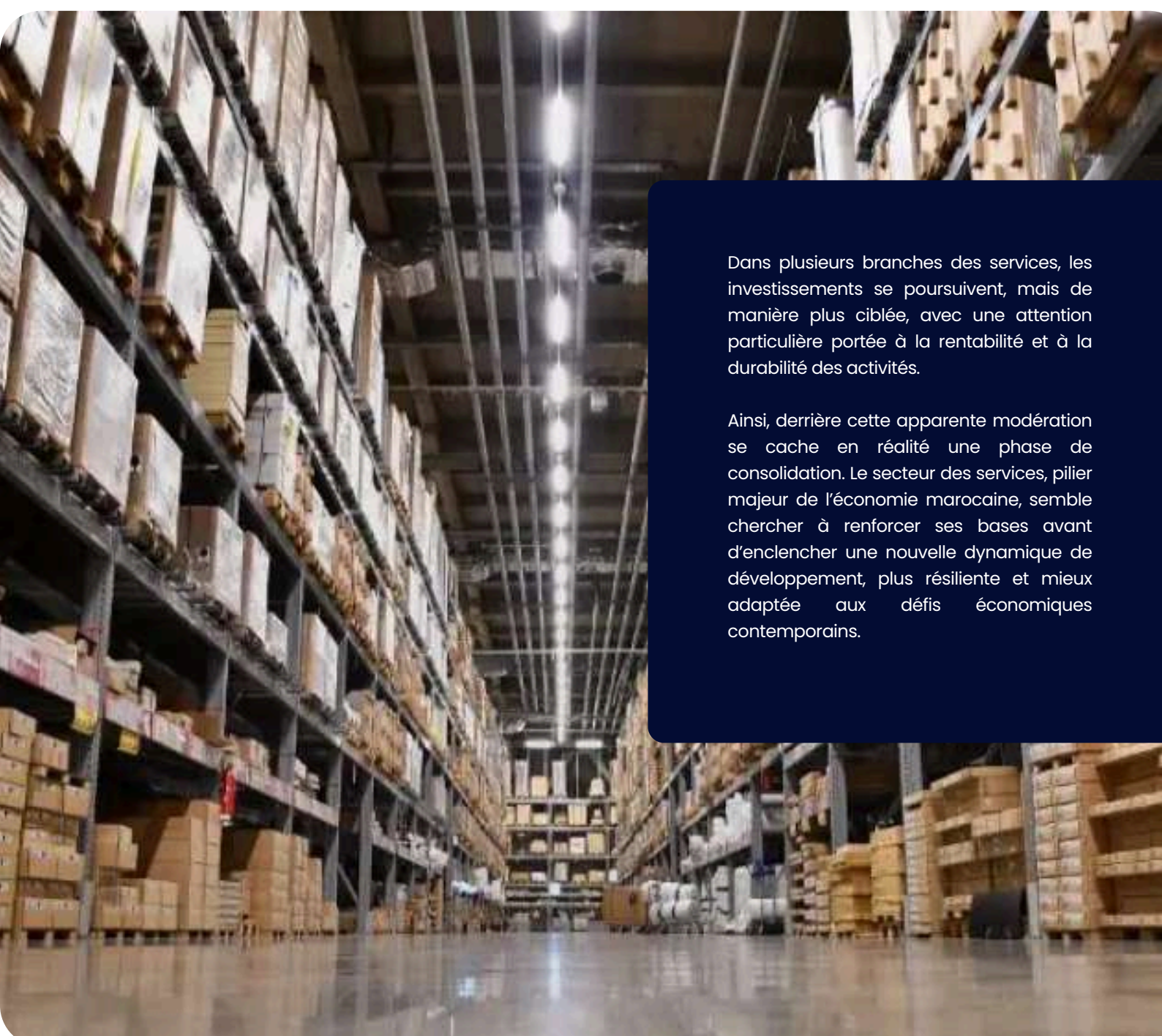


Les indicateurs opérationnels confirment cette situation intermédiaire. Le taux d'utilisation des capacités de prestation du secteur s'est établi à 74%, signe d'un niveau d'activité relativement correct sans toutefois atteindre une pleine utilisation des capacités. Par ailleurs, 84% des chefs d'entreprise jugent leurs carnets de commandes à un niveau normal, ce qui traduit une certaine visibilité à court terme.

Sur le plan de l'emploi, les résultats restent également modérés. 23% des dirigeants déclarent une augmentation des effectifs, tandis que 60% parlent d'une stabilité. Cette évolution suggère une adaptation progressive des entreprises à la conjoncture plutôt qu'une expansion rapide.

Enfin, l'année 2025 a été marquée par des investissements ciblés. Selon 83% des chefs d'entreprise du secteur, les dépenses d'investissement ont principalement concerné le remplacement d'une partie des équipements et l'extension de l'activité. Une stratégie qui traduit une volonté d'améliorer les outils de production tout en préparant les entreprises à de nouvelles opportunités de croissance.

Cette posture traduit également une forme de maturité économique. Les opérateurs privilégient désormais une croissance plus maîtrisée, fondée sur l'optimisation des coûts, l'amélioration de la productivité et l'adaptation progressive aux nouvelles dynamiques du marché.



Dans plusieurs branches des services, les investissements se poursuivent, mais de manière plus ciblée, avec une attention particulière portée à la rentabilité et à la durabilité des activités.

Ainsi, derrière cette apparente modération se cache en réalité une phase de consolidation. Le secteur des services, pilier majeur de l'économie marocaine, semble chercher à renforcer ses bases avant d'enclencher une nouvelle dynamique de développement, plus résiliente et mieux adaptée aux défis économiques contemporains.

MAROC : LES PME AU CŒUR D'UN PROGRAMME E-COMMERCE DE 35 MILLIONS DE DOLLARS

Le Maroc rejoint un programme international qui promet de booster les compétences digitales des PME locales et d'ouvrir de nouvelles opportunités commerciales d'ici 2029.

Le coup de pouce international pour nos PME

Le Maroc figure parmi les pays ciblés par le Programme «Enhancing e-commerce and digital trade in the Southern Neighbourhood», initié par le Centre du commerce international (ITC).

Avec un budget total de 3,52 millions de dollars, financé en grande partie par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), ce programme vise à renforcer les capacités des PME marocaines dans le commerce électronique.

Le projet concerne aussi l'Égypte, la Jordanie et la Tunisie, et se déploiera jusqu'en janvier 2029.

Un complément de financement de 38.420 dollars provient du fonds fiduciaire ITC Trust Fund Window 1 – BDF, alimenté par plusieurs pays donateurs dont la Belgique, le Canada et la Chine.

Objectifs : plus de digital, plus d'emplois

Le Programme se concentre sur deux axes majeurs :

Développement des PME (2,11 millions de dollars) pour les former aux outils numériques et faciliter leur intégration dans le commerce électronique.

Politiques publiques et facilitation du commerce (1,41 million de dollars) pour améliorer les dispositifs nationaux et régionaux, identifier les obstacles et renforcer les liens entre secteur privé et administrations.

L'ambition est claire : donner aux PME marocaines les moyens de mieux vendre en ligne, d'atteindre de nouveaux marchés et de créer des emplois décents, tout en modernisant les politiques commerciales locales.

Vers une intégration économique régionale renforcée

Au-delà de la formation et de l'accompagnement, le Programme prévoit l'organisation de dialogues régionaux et nationaux pour partager les expériences et les bonnes pratiques.

L'objectif ? Favoriser une croissance économique inclusive et alignée sur l'Objectif de développement durable n° 8 des Nations unies.

Pour le Maroc, ce programme pourrait être une vraie bouffée d'air pour les startups, les entreprises dirigées par des femmes et celles qui peinent à accéder aux crédits bancaires.

L'Union européenne et la KfW soutiennent d'ailleurs les TPME via un mécanisme de garantie de 135 millions d'euros pour financer crowdfunding, microfinance et capital-risque.

Diversifier l'économie et renforcer les liens avec la Méditerranée Sud

Dans les mois à venir, il faudra suivre la mise en œuvre locale du projet, les formations disponibles et la manière dont les PME vont exploiter ces nouvelles ressources numériques.

Le commerce électronique pourrait bien devenir un levier stratégique pour diversifier l'économie et renforcer les liens avec la Méditerranée Sud.



FINANCE PARTICIPATIVE : LA MOURABAHA RENFORCE SON RÔLE DANS L'ACCÈS AU FINANCEMENT IMMOBILIER

Le financement participatif poursuit son développement au Maroc, notamment à travers le mécanisme de la Mourabaha, qui s'impose progressivement comme une solution alternative pour les particuliers souhaitant acquérir un bien immobilier. Selon Taoufik Kamil, professionnel du secteur, ce mode de financement a récemment intégré un nouveau levier permettant d'améliorer la solvabilité des clients et de faciliter l'accès au crédit.

Depuis l'introduction des banques participatives dans le paysage financier marocain, la Mourabaha est devenue l'un des produits les plus utilisés, en particulier dans le domaine immobilier. Ce mécanisme, conforme aux principes de la finance islamique, repose sur un modèle différent du crédit classique.

Un modèle basé sur l'achat et la revente

Contrairement au prêt bancaire traditionnel, la Mourabaha fonctionne selon un principe d'achat et de revente.

Dans ce système, la banque acquiert d'abord le bien immobilier choisi par le client avant de le lui revendre à un prix convenu à l'avance.

Ce prix inclut la marge de la banque et est ensuite remboursé par le client sous forme d'échéances. L'ensemble des conditions financières est défini dès la signature du contrat, ce qui permet d'offrir une visibilité claire aux acquéreurs.

Ce mécanisme attire particulièrement les personnes souhaitant accéder à la propriété tout en respectant les principes de la finance participative.

Un nouvel outil pour renforcer la solvabilité

D'après Taoufik Kamil, la Mourabaha a récemment bénéficié d'un nouvel outil visant à renforcer la solvabilité des clients.

Ce dispositif permettrait d'élargir les possibilités de financement pour certains ménages qui pouvaient auparavant rencontrer des difficultés à remplir les critères nécessaires.

L'objectif est de faciliter l'accès à la propriété en tenant compte de différentes situations financières.

Grâce à cette évolution, les banques participatives disposent désormais de moyens supplémentaires pour

accompagner les particuliers dans leurs projets immobiliers.

Ce levier pourrait contribuer à dynamiser davantage le marché du financement participatif au Maroc.

Une demande en constante progression

Depuis son lancement, la finance participative suscite un intérêt croissant auprès des Marocains.

La Mourabaha immobilière représente aujourd'hui l'essentiel de l'activité des banques participatives.

Cette popularité s'explique par plusieurs facteurs.

D'une part, certains clients privilégient des solutions conformes aux principes de la finance islamique. D'autre part, la transparence du mécanisme séduit également de nombreux acquéreurs.

Le développement du secteur immobilier et la demande croissante de logements contribuent également à soutenir la progression de ce mode de financement.

Un secteur encore en phase de maturation

Même si la finance participative connaît une croissance régulière, elle reste encore relativement récente au Maroc.



Le secteur poursuit donc son processus de structuration et d'adaptation.

Les acteurs financiers travaillent notamment à diversifier les produits proposés afin de répondre à des besoins plus variés.

Jusqu'à présent, la Mourabaha domine largement l'offre, mais d'autres instruments financiers participatifs pourraient progressivement se développer.

L'amélioration des dispositifs de financement et l'adaptation du cadre réglementaire constituent également des éléments essentiels pour accompagner cette évolution.

Le rôle des banques participatives

Les banques participatives jouent un rôle central dans la diffusion de ce modèle financier.

Elles proposent des produits adaptés aux besoins des clients tout en respectant les principes de la finance islamique. Ces établissements cherchent également à renforcer leur compétitivité face aux banques traditionnelles.

Pour cela, ils misent sur l'innovation financière, l'amélioration de l'expérience client et l'élargissement de leur offre. L'intégration de nouveaux outils de solvabilisation dans le cadre de la Mourabaha illustre cette volonté d'adaptation.

Des perspectives encourageantes

Les perspectives de développement de la finance participative au Maroc restent prometteuses.

L'augmentation de la demande pour des solutions de financement alternatives, combinée à la croissance du marché immobilier, devrait continuer à soutenir l'activité.

Les spécialistes estiment que le secteur pourrait gagner en maturité dans les prochaines années, notamment grâce à l'introduction de nouveaux produits et à l'amélioration des mécanismes existants. Dans ce contexte, la Mourabaha demeure aujourd'hui le pilier principal du financement participatif, tout en continuant d'évoluer pour répondre aux attentes des clients et aux exigences du marché.



رمضان كريم
By Lodi



**FINI
LE RÉCHAUFFÉ
ET LES RIRES
FORCÉS**

Place à l'émotion vraie et au frisson

@lodjmaroc



POULET : HAUSSE DES TARIFS MALGRÉ L'OFFRE STABLE

Alors que le prix du poulet à la ferme se maintient entre 13 et 14 dirhams le kilogramme, les tarifs peuvent atteindre jusqu'à 21 dirhams chez certains détaillants, une situation relevée vendredi 13 mars 2026. Cette hausse est liée principalement à la pression de la demande et à l'approche des périodes de forte consommation comme le Ramadan et les « Aouacher ».

Écart croissant entre production et vente

Selon Mustapha Mounassar, Président de l'Association nationale des producteurs de viandes de volaille, l'écart entre le prix à la ferme et le prix de détail peut atteindre 7 à 8 dirhams par kilo. Dans les marchés où la concurrence est plus forte, les prix se situent plutôt autour de 17 à 17,5 dirhams, indiquant que la structure commerciale et la densité des points de vente influencent fortement les tarifs.

Le secteur avicole bénéficie néanmoins d'une production stable. La production hebdomadaire de poussins a atteint 12,5 millions, contre 11 millions l'année précédente, tandis que la production de dindons progresse à 1,8 million par mois. Ces chiffres traduisent une offre suffisante pour répondre à la demande, selon les professionnels, et la productivité a été soutenue par des conditions météorologiques favorables et un cheptel en bonne santé.

La demande comme moteur de la hausse

La hausse des prix s'explique surtout par l'augmentation de la demande pour le poulet, devenue une alternative moins coûteuse aux viandes rouges et au poisson. L'approche des périodes de forte consommation amplifie cette tendance, entraînant un regain de consommation dans les foyers marocains.

Les professionnels se veulent cependant rassurants ; le marché reste globalement maîtrisé, avec un approvisionnement suffisant pour le Ramadan. Les opérations d'importation et de production des reproducteurs se poursuivent normalement,

soutenant la stabilité de l'offre pour 2026.

Facteurs externes et vigilance

À l'international, les tensions dans le détroit d'Ormuz n'ont pour l'instant qu'un impact limité, car les importations de matières premières comme le maïs et le soja transitent par d'autres routes. Le principal facteur de vigilance reste l'évolution des prix du pétrole, susceptible de renchérir les coûts logistiques et de transport, et donc de se répercuter sur les prix finaux.

Dans ce contexte, les opérateurs du secteur restent attentifs aux fluctuations des marchés énergétiques et aux éventuelles perturbations des chaînes d'approvisionnement. Si la situation venait à se tendre davantage, la hausse des coûts de fret et d'assurance maritime pourrait progressivement peser sur les marges des importateurs et, à terme, sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Pour l'heure, toutefois, les circuits d'approvisionnement demeurent globalement stables.



COMMERCE INTERNATIONAL : LES DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS SUR LES PÂTES ITALIENNES DRASTIQUEMENT RÉDUITS

Une avancée notable vient d'être enregistrée dans les relations commerciales entre l'Italie et les États-Unis. Selon les autorités italiennes, Washington a accepté de réduire significativement les droits de douane appliqués aux exportations de pâtes italiennes.

Cette décision, qui fait passer certaines taxes de niveaux très élevés à une moyenne nettement plus faible, marque un tournant pour les producteurs transalpins et pour les échanges agroalimentaires entre les deux pays.

Une baisse spectaculaire des barrières tarifaires

Les droits de douane américains sur certaines catégories de pâtes italiennes avaient atteint des niveaux particulièrement élevés ces dernières années, dans le contexte de tensions commerciales plus larges entre les États-Unis et l'Union européenne.

Ces mesures avaient pesé lourdement sur les exportations italiennes vers le marché américain, l'un des plus importants débouchés pour l'industrie agroalimentaire du pays.

La nouvelle annonce des autorités italiennes indique que ces taxes pourraient désormais être ramenées à un niveau moyen d'environ 5 %, une diminution considérable par rapport aux taux précédemment appliqués.

Cette réduction devrait permettre aux produits italiens de retrouver une compétitivité accrue face aux alternatives locales ou à celles provenant d'autres pays.

Pour les industriels italiens, cette évolution représente un soulagement attendu, après plusieurs années marquées par une incertitude commerciale persistante et par une hausse des coûts d'accès au marché américain.

Un contexte de tensions commerciales apaisées

La réduction des droits de douane s'inscrit dans un mouvement plus large de détente dans les relations commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne.

Les différends portant sur les subventions publiques ou sur certaines politiques industrielles avaient conduit à l'imposition de taxes punitives sur divers produits, dont les pâtes italiennes.

Ces mesures protectionnistes avaient été perçues comme un obstacle majeur au commerce international, suscitant des réactions de la part des producteurs européens.

La récente décision américaine est donc interprétée comme un signe d'ouverture et de volonté de relancer les échanges économiques bilatéraux.

Dans ce contexte, les autorités italiennes espèrent que cette évolution permettra de consolider la présence des produits alimentaires nationaux sur le marché nord-américain, réputé pour son exigence mais aussi pour son potentiel de croissance.

Un enjeu stratégique pour l'industrie agroalimentaire italienne

L'industrie des pâtes constitue l'un des symboles les plus emblématiques de l'économie italienne. Ce secteur représente non seulement une part importante des exportations agroalimentaires du pays, mais aussi un élément clé de son image culturelle à l'international. La réduction des droits de douane pourrait ainsi stimuler la production et soutenir l'activité des entreprises, notamment celles qui dépendent fortement des ventes à l'étranger.

Pour de nombreux acteurs du secteur, le marché américain demeure un pilier essentiel de leur stratégie commerciale. Cette évolution intervient dans un contexte mondial marqué par la volatilité des prix des matières premières et par la concurrence croissante entre les grandes puissances agroalimentaires.

En améliorant les conditions d'accès au marché américain, les autorités italiennes espèrent renforcer la résilience de cette industrie.

Des répercussions potentielles sur les consommateurs

Au-delà des enjeux industriels, la baisse des droits de douane pourrait également avoir un impact sur les consommateurs américains. Une réduction des taxes à l'importation peut en effet se traduire par une baisse des prix de vente, rendant les produits italiens plus accessibles.

Cela pourrait favoriser une diversification de l'offre sur le marché alimentaire et encourager la consommation de produits importés, notamment dans le segment des spécialités gastronomiques.

Cependant, l'ampleur de cette répercussion dépendra de plusieurs facteurs, notamment des stratégies commerciales des distributeurs et de l'évolution des coûts logistiques.

Une étape vers un commerce plus équilibré

La décision de réduire les droits de douane sur les pâtes italiennes témoigne d'une volonté de rééquilibrer les relations commerciales et de favoriser des échanges plus fluides entre les grandes économies.

Elle s'inscrit dans une dynamique globale visant à limiter les tensions protectionnistes et à encourager la coopération économique internationale.

Pour l'Italie, cette avancée représente une opportunité de consolider sa position sur un marché stratégique et de renforcer la compétitivité de son industrie agroalimentaire.

Pour les États-Unis, elle pourrait contribuer à diversifier l'offre disponible pour les consommateurs tout en apaisant les relations avec un partenaire économique majeur.

À terme, cette évolution pourrait ouvrir la voie à d'autres ajustements tarifaires dans le cadre des négociations commerciales transatlantiques, confirmant l'importance du dialogue dans la gestion des enjeux économiques mondiaux.



À l'approche de son assemblée générale, Maroc Telecom ajuste l'un de ses leviers financiers les plus techniques : le rachat d'actions. L'opérateur prévoit d'abroger par anticipation son programme actuel pour en lancer un nouveau, plafonné à 255 millions de dirhams et portant sur 0,17 % du capital. L'objectif est clair : améliorer la liquidité du titre sur la Bourse de Casablanca, sans modifier la structure du capital.

Dans l'univers discret des mécanismes financiers, le rachat d'actions occupe une place particulière. Peu visible pour le grand public, il constitue pourtant un outil important pour les entreprises cotées. C'est précisément ce levier que Maroc Telecom, officiellement Itissalat Al-Maghrib, prévoit de réajuster lors de son assemblée générale ordinaire du 28 mars.

Selon la notice d'information visée par Autorité Marocaine du Marché des Capitaux, l'opérateur proposera aux actionnaires d'abroger par anticipation le programme de rachat d'actions actuellement en cours, afin de le remplacer par un nouveau dispositif intégrant un contrat de liquidité.

Le programme actuel avait été validé lors de l'assemblée générale du 27 mars 2025 et devait initialement courir jusqu'en octobre 2026. Il serait finalement interrompu à partir du 10 avril 2026, ouvrant la voie à un nouveau cadre d'intervention sur le titre.

Le futur programme resterait toutefois d'ampleur limitée. Il porterait sur un maximum de 1,5 million d'actions, soit environ 0,17 % du capital social d'Itissalat Al-Maghrib.

BOURSE : MAROC TELECOM MISE SUR UN RACHAT D' ACTIONS DE 255 MDH

L'enveloppe financière globale serait plafonnée à 255 millions de dirhams. Pour un groupe parmi les valeurs majeures de la Bourse de Casablanca, ces proportions demeurent modestes mais suffisantes pour agir sur la liquidité du titre.

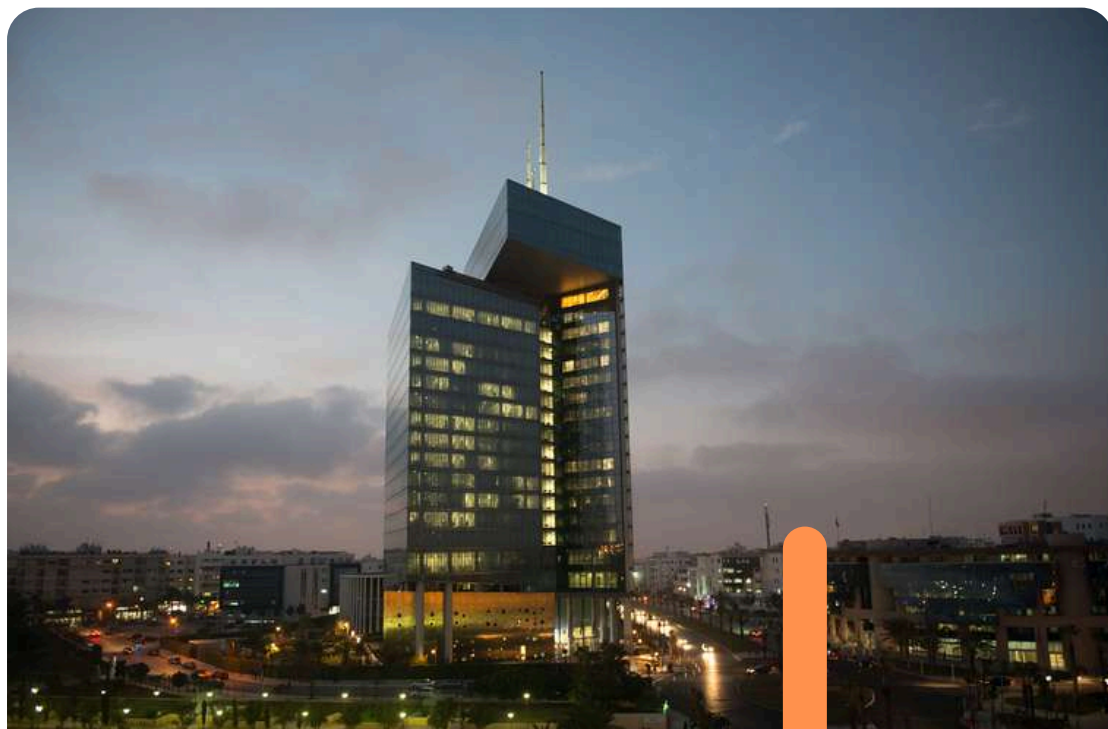
Dans le détail, les interventions seraient encadrées par une fourchette de prix précise. Le prix maximum d'achat serait fixé à 170 dirhams par action, tandis que le prix minimum de vente serait établi à 78 dirhams, hors frais. Le financement de l'opération serait assuré exclusivement par la trésorerie disponible du groupe, sans recours à l'endettement.

Le dispositif couvrirait 18 mois, avec une période d'exécution allant du 10 avril 2026 au 9 octobre 2027, sous réserve de l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale.

Autre élément clé : la mise en place d'un contrat de liquidité destiné à faciliter les échanges sur le marché. Dans ce cadre, le nombre d'actions mobilisées ne pourrait pas dépasser 300 000 titres, soit 20 % du volume total visé par le programme, conformément aux règles encadrant les rachats d'actions par les sociétés cotées.

Au-delà de son aspect technique, ce futur programme traduit surtout la volonté de Maroc Telecom d'adapter ses outils financiers aux réalités du marché. Dans un environnement boursier où la liquidité demeure un facteur clé de confiance pour les investisseurs, cette démarche illustre une gestion attentive du titre et un dialogue continu avec la place financière casablancaise.

Au final, ce projet de rachat d'actions s'apparente davantage à un ajustement stratégique qu'à une opération spectaculaire. Mais dans une place financière comme Casablanca, où la liquidité reste un enjeu majeur, ce type d'initiative peut contribuer à renforcer la stabilité et l'attractivité d'un titre auprès des investisseurs.



BOURSE DE CASABLANCA : LE MASI QUASI STABLE

La Bourse de Casablanca a entamé la séance de vendredi dans une quasi-stabilité. L'indice MASI, principal baromètre du marché actions marocain, a légèrement reculé, signe d'un climat d'attentisme chez les investisseurs.

La matinée a débuté sans véritable impulsion sur le parquet de la Bourse de Casablanca. L'indice MASI cédait 0,01%, pour s'établir à 17.156,05 points. Une variation presque imperceptible, mais révélatrice d'un marché qui semble marquer une pause. La veille déjà, jeudi, l'indice avait clôturé sur une note stable à 17.157,76 points.

Dans ce contexte, les grandes capitalisations ont affiché un comportement légèrement plus dynamique. L'indice MASI 20, qui regroupe les vingt valeurs les plus liquides de la Bourse marocaine, progressait modestement de 0,06% pour atteindre 1.310,71 points. Une hausse limitée, mais suffisante pour montrer que certaines valeurs continuent de soutenir la tendance générale du marché.

En revanche, les sociétés les mieux notées selon les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance ont évolué dans le rouge. L'indice MASI ESG reculait de 0,15%, à 1.178,61 points. Ce léger repli illustre une séance sans direction claire, où les arbitrages restent mesurés.

La pression était un peu plus visible du côté des petites et moyennes capitalisations. L'indice MASI Mid and Small Cap, qui reflète la performance de ce segment de la Bourse de Casablanca, abandonnait 0,34% pour s'établir à 1.730,27 points. Ces valeurs, généralement plus sensibles aux fluctuations du marché, ont tendance à réagir plus rapidement aux mouvements d'humeur des investisseurs.

Au final, cette ouverture traduit un marché actions marocain dans une phase d'observation. Les variations restent limitées, les positions prudentes. Une respiration, en somme, dans un environnement financier où chaque indicateur est scruté de près par les investisseurs.

En attendant de nouveaux catalyseurs économiques ou financiers, la Bourse de Casablanca continue d'évoluer sur une ligne de crête : entre prudence, stabilité et vigilance des investisseurs.



FLASH - ÉCO

Ramadan 2026 : 425 MDH de publicité en dix jours au Maroc

Énergies renouvelables : Bank of Africa participe au financement des six centrales solaires du programme Noor Atlas au Maroc

Bank of Africa annonce sa participation au financement du projet solaire Noor Atlas, porté par MASEN, qui prévoit la construction de six centrales photovoltaïques au Maroc pour une capacité totale de 240 MW.

L'investissement total atteint 2,8 milliards de dirhams, financé par des prêts bancaires et des fonds concessionnels de la KfW et de la Banque européenne d'investissement. L'électricité sera vendue à ONEE via des contrats de long terme, tandis que le closing financier du 13 janvier 2026 confirme l'engagement de Bank of Africa dans la transition énergétique.



Cash Plus démocratise le paiement mobile par QR Code

Païement digital : Cash Plus lance une solution QR Code pour faciliter les transactions des commerces de proximité au Maroc

Cash Plus déploie une solution de paiement mobile par QR Code destinée aux commerces de proximité, déjà adoptée par plus de 12.000 commerçants à travers le Maroc depuis janvier 2026.

Cette technologie permet aux épiceries, cafés et petits commerces d'encaisser des paiements via smartphone, sans terminal bancaire, rendant le paiement digital accessible même dans les zones peu bancarisées. La solution s'appuie sur l'infrastructure existante de Cash Plus, comprenant 5.200 agences et près de 2 millions de comptes, avec la possibilité de retirer les fonds en agence et de bénéficier de cashback. Selon Nabil Amar, DG de Cash Plus, l'objectif est d'accompagner pleinement le commerce de proximité dans l'ère numérique.



Marché des capitaux : les levées chutent à 7,2 MMDH en janvier

Les levées de capitaux sur le marché marocain ont nettement reculé en ce début d'année. Selon les données publiées par Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC), elles ont atteint près de 7,2 milliards de dirhams en janvier 2026, contre 15,13 milliards un an plus tôt, soit une baisse marquée sur douze mois.

Dans le détail, les émissions de titres de créances négociables (TCN) ont atteint 6,74 milliards de dirhams, tandis que les titres de capital se sont limités à 450 millions de dirhams.

Parallèlement, le marché du prêt-emprunt de titres poursuit sa progression. Son encours s'est établi à 38,5 milliards de dirhams à fin janvier 2026, en hausse de 9 % sur un an.



Bank of Africa soutient le projet solaire Noor Atlas

Énergies renouvelables : Bank of Africa participe au financement des six centrales solaires du programme Noor Atlas au Maroc

Bank of Africa annonce sa participation au financement du projet solaire Noor Atlas, porté par MASEN, qui prévoit la construction de six centrales photovoltaïques au Maroc pour une capacité totale de 240 MW.

L'investissement total atteint 2,8 milliards de dirhams, financé par des prêts bancaires et des fonds concessionnels de la KfW et de la Banque européenne d'investissement. L'électricité sera vendue à ONEE via des contrats de long terme, tandis que le closing financier du 13 janvier 2026 confirme l'engagement de Bank of Africa dans la transition énergétique.



Le Maroc signe pour le financement de l'énergie nucléaire

Énergie nucléaire : le Maroc rejoint 26 pays dans une Déclaration internationale sur le financement et le développement responsable

Le Maroc a pris part au deuxième Sommet international sur l'énergie nucléaire à Paris, où 27 pays ont signé une déclaration pour financer des projets nucléaires civils. Le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, a souligné que cette démarche s'inscrit dans la diversification du mix énergétique du Royaume. Les signataires appellent à mobiliser des financements publics et privés, avec l'appui d'institutions comme la World Bank, la European Investment Bank et l'International Atomic Energy Agency, afin de renforcer la sécurité énergétique et accélérer la décarbonation.



Immobilier : le marché reprend du dynamisme fin 2025

Immobilier au Maroc : hausse des transactions et stabilité des prix en fin d'année 2025

Après plusieurs trimestres d'atonie, le marché immobilier marocain a montré des signes de reprise au quatrième trimestre 2025. Les transactions ont bondi de 18,4 %, tandis que les prix restent globalement stables (+0,2 % sur le trimestre).

Le résidentiel, les terrains et les biens professionnels enregistrent des hausses modérées, avec des villas en tête.

Les grandes villes affichent des dynamiques contrastées : Marrakech et Tanger enregistrent de fortes progressions, Casablanca progresse plus modérément, tandis que Rabat voit un léger recul des prix. Cette tendance traduit une stabilisation du marché et un redémarrage de la demande.



Trésorerie de l'État : la DTFE place 2,35 MMDH

La Direction du Trésor et des Finances Extérieures (DTFE) a procédé, lundi, à une opération de placement des excédents de trésorerie de l'État pour un montant de 2,35 milliards de dirhams (MMDH). Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la gestion active de la trésorerie publique.

Selon un communiqué de la DTFE, il s'agit d'un placement avec prise en pension souscrit sur une journée, au taux moyen pondéré de 1,64%.



Ce type d'opération permet d'optimiser la gestion des liquidités disponibles à court terme tout en assurant une mobilisation rapide des fonds en cas de besoin. Elle s'inscrit dans les mécanismes réguliers utilisés par le Trésor pour ajuster les flux financiers et maintenir l'équilibre de sa trésorerie.



Record d'importations de pistaches au Maroc

Consommation en hausse : le Maroc dépasse 4.000 tonnes d'importations de pistaches en 2025

En 2025, le Maroc a importé pour la première fois plus de 4.000 tonnes de pistaches, pour une valeur estimée à 33,9 millions de dollars, soit une hausse de 27,5 % par rapport à 2024. Les États-Unis restent le principal fournisseur, suivis de la Turquie et de l'Iran

Cette croissance soutenue illustre la forte dépendance du marché national aux importations, alors que la demande locale continue d'augmenter.

Dans ce contexte, les autorités encouragent le développement de la production nationale de pistaches dans le cadre de la stratégie « Génération Green 2020-2030 ».

By Lodi



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez
à une analyse approfondie de l'actualité
économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma

